

Emploi des femmes: le CDH dénonce UN "GOUVERNEMENT DE MACHOS"

► Le gouvernement fédéral martèle régulièrement ce chiffre: 219 000 emplois ont été créés depuis 2014. C'était le sens du "jobs, jobs, jobs", affirmé comme priorité par Charles Michel.

Ce bilan est pourtant loin de convaincre le CDH. Pour Antoine de Borman, directeur du Cepess (centre d'étude du parti) et idéologue en chef du CDH, le tableau est nettement moins reluisant. En particulier pour les femmes. C'est la conclusion de la dernière étude menée par le centre. "La capacité à créer de l'emploi a été ces dernières années plus faible chez nous que dans les pays voisins. Par rapport à eux, nous sommes moins arrivés à tirer profit de la bonne conjoncture économique", analyse Antoine de Borman. "Nous avons un motif d'inquiétude important. Entre 2007 et 2014, la croissance de l'emploi a été très fortement tirée par les femmes. Sur 10 ans, l'emploi des femmes a augmenté de 10 % ! Dont 8,7 % entre 2007 et 2014 ! C'est très frappant. Depuis 2014 et l'arrivée de ce gouvernement, le taux de croissance de l'emploi des femmes est plus de deux fois inférieur à ce qu'il était auparavant."

Selon le CDH, les femmes sont donc les oubliées du "jobs, jobs, jobs" de Charles Michel. "Nous faisons le lien entre la baisse de la croissance de l'emploi des femmes et le retrait des mesures sur l'allocation de

► Pour Antoine de Borman, idéologue en chef du CDH, les femmes sont les oubliées du "jobs, jobs, jobs" de Charles Michel.

garantie de revenu (AGR)", tranche Antoine de Borman.

Cette allocation permet de valoriser les travailleurs qui travaillent à temps partiel. Ils peuvent bénéficier d'une partie de leur allocation de chômage tout en travaillant. Or, le 1^{er} janvier 2015, le gouvernement a réduit de moitié le montant de l'AGR après deux ans d'activité.

"78 % des bénéficiaires de l'AGR étaient des femmes ! C'était une mesure importante de Joëlle Milquet à l'époque, qui permettait de concilier vie privée et professionnelle. Le monde du travail demande de plus en plus de flexibilité. Avoir été dans l'autre sens ensuite est incompréhensible et à contre-courant... Il vaut tout de même mieux avoir des gens à l'emploi qu'inactifs ! Il n'y a pas du tout d'attention sur l'emploi des femmes. L'analyse n'a pas été faite sur le plan du genre. C'est la politique d'un gouvernement macho qui a oublié de soutenir l'emploi des femmes. Concrètement,

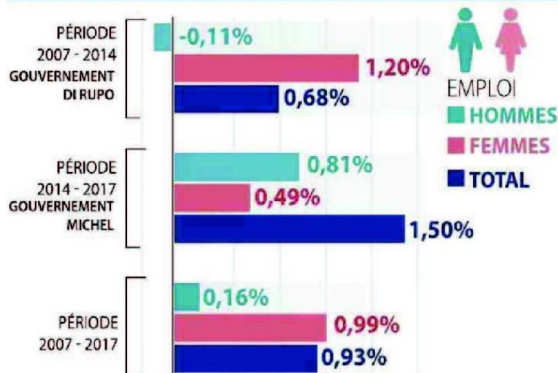
la perte de revenu peut dépasser 2 000 euros net par an pour les travailleurs concernés", reprend le directeur du Cepess. "Le résultat, c'est que de nombreuses femmes se retrouvent dans des pièges à l'emploi. Certaines ne gagnent pas assez que pour avoir intérêt à travailler."

LE CDH RÉCLAME le retour de ces allocations de garantie de revenu. Dans cette logique, le parti demande aussi à ce que les personnes qui travaillent à temps partiel et en intérim puissent bénéficier d'allocations de chômage. Ces deux demandes figureront dans leur programme pour les élections de 2019.

Antoine de Borman plaide par ailleurs pour que la formation des travailleurs, hommes ou femmes soit mise au centre des préoccupations. "Il faut faire un effort massif sur ce point et créer une sorte de droit à la formation. Comme l'ascenseur de la connaissance, en Suède. On est trop frileux en la matière. Dans la société actuelle, on ne reste plus 50 ans dans le même emploi. On bouge, on évolue. Le droit à la formation individuelle, c'est une sécurité parfois plus importante que certains pans de la sécurité sociale."

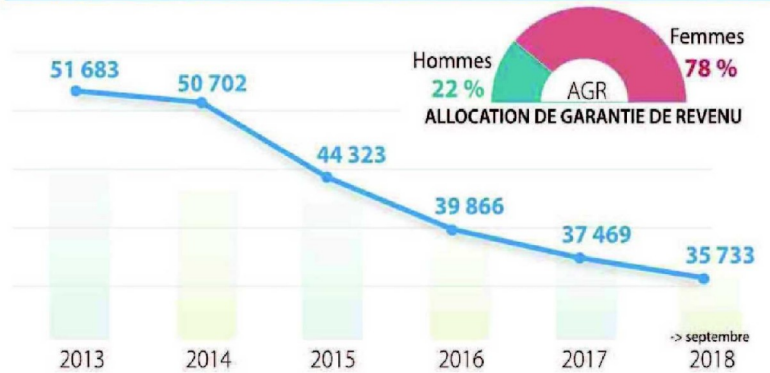
Adrien de Marneffe

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SELON LE GENRE



Source : CEPESS et Eurostat

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE GARANTIE DE REVENU



Source : ONEM

IPM GRAPHICS